



Procès-verbal du Conseil Académique
Réuni le mardi 5 mai
En configuration dématérialisée
Sous la présidence de M. Stéphane AZOULAY,
Vice-Président Formation
Et la coprésidence de Noel DIMARCQ,
Vice-Président Recherche et Innovation
N°6/2020-2021

ÉTAIENT CONNECTÉS : Mme ADAM Carine, Mme AYERBE Cécile, Mme BARBIER Claire, Mme BATAZZI Claudine, Mme BERTONE Manuela, Mme BERTRAND Marie-France, Mme BLAY-FORNARINO Mireille, Mme BOISSELIER Pauline, M. BONCOMPAGNI Éric, M. BORGESE Mauro Franco, M. BRUNY Rémy, M. BURGER Alain, M. BURRONI Gaël, M. CAILLER Bruno, M. CASSAM-CHENAÏ Patrick, M. CRISTOFARI Gaël, Mme CORRADI Léa, Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne, M. DA SILVA NEVES Florentino, M. DEMESLAY Christopher, M. DIEDERICHS Thibault, Mme EL SAYED Eva, M. ESPALLARGAS Jean-Philippe, Mme FEDELE Carine, Mme GIACALONE Marjorie, M. GIBART Laetitia, Mme GUILLAUMIER Audrey, Mme GUIZOUARN Hélène, Mme GWIZDEK Carole, M. HASSANALY GOULAMHOUSSEN Rahim, Mme HAYOTTE Meggy, Mme HERITIER Camille, Mme HOUARA Inès, M. LEBRE Milan, M. LECOUTEUX Guilhem, M. LEGRAND Olivier, Mme MALE Margaux, Mme MERIAUX Stéphanie, M. MORETTI Laurent, M. MOSCU Mircea, Mme N'AIT-BOUDA Faïza, M. PELLEGRINETTI Jean-Paul, Mme PERALDI-FRATI Marie-Agnès, Mme PUEL Marjolaine, M. RASSE Paul, Mme REVELLI Gabriel, M. ROSSO Thierry, M. ROULEAU Matthieu, Mme SALVAN Geneviève, M. SERRANO Benjamin, Mme SESSA Virginie, M. SIIRIAINEN Fabrice, M. SOFIA Pierre Niccolo, Mme TÜRK Pauline, M. VEZIAN Anthony, Mme VAN DE WIELE Nathalie, Mme WALLISER Elisabeth

AVAIENT DONNÉ PROCURATION : M. ALLEGRET Jean-Pierre à Mme AYERBE Cécile, M. BIZIOU Michaël à Mme BERTONE Manuela, M. BLANC Frédéric à Mme FEDELE Carine, M. BOUISSOU Stéphane à M. LEGRAND Olivier, Mme CHRISTIANS Elisabeth à M. DIMARCQ Noël, M. COURDE Clément à Mme SESSA Virginie, Mme DEMARIA Samira à Mme WALLISER Elisabeth, M. DOUAI Ali à Mme AYERBE Cécile, Mme HUEBER Anne-Odile à M. DIMARCQ Noël, M. PETIT Éric à M. AZOULAY Stéphane, Mme ROMERO Margarida à M. LEGRAND Olivier, Mme PLOUVIEZ Mélanie à M. PELLEGRINETTI Jean-Paul, M. ROUSSEAU Sylvain à Mme HERITIER Camille, M. THOMIN Jean-Louis à Mme ADAM Carine,

ÉTAIENT ABSENTS : Mme CERZO Delphine, Mme COURTIN Christine, M. DELLAMONICA Jean, Mme FERAUD Aurélie, M. GESBERT David, M. HACHEM Elie,

INVITÉS CONNECTÉS : M. ANDRIEU Julien, M. ARGENTINA Médéric, Mme BELUAFI Rachida, Mme BERTINI Marie-Joseph, Mme CARLES Natacha, Mme CHAUVE Céline, M. COUNILLON Laurent, M. CREMOUX Pascal, Mme GOUDINEAU Joelle, M. LASSERRE Hubert, Mme MIRBEL Isabelle, M. MONTAGNAT Johan, Mme OLLIER Arielle, M. RINAUDO Christian, Mme RISSO Christine représentant M. CAMINADA Alexandre, Mme Tournois Nadine, M. TRUBERT Jean-François, Mme ZERMATI Johanna.

M. AZOULAY ouvre la séance à 13H30.

Il demande, en préambule, aux conseillers présents de se connecter tour à tour avec leur caméra afin qu'il soit procédé à leur identification.

I.- Recherche

I.1-Autorisation d'inscription à l'HDR : Modification du délai de soutenance

M. DIMARCQ rappelle que les demandes d'autorisation d'inscription à l'Habilitation à Diriger les Recherches sont instruites par le CAC Restreint aux Professeurs d'Université. Il précise que la présente demande concerne une modification des règles générales de fonctionnement et non une question portant sur une HDR à titre individuel, ce qui justifie un vote en CAC plénier.

Il explique que la procédure est lancée une fois que le CAC a validé l'inscription et que la règle actuellement en vigueur prévoit un délai maximum d'une année entre la date de validation par le CAC et la date de soutenance. Compte tenu des difficultés liées à l'organisation des soutenances dans la période actuelle de crise sanitaire et bien que des procédures de dématérialisation complète aient pu être mises en place, il est apparu pertinent qu'une prolongation de 6 mois, portant le délai à 18 mois au lieu d'un an, soit proposée pour toutes les autorisations d'inscription délivrées entre mars et septembre 2019. (cf document joint) Cette prolongation pourra permettre aux quelques personnes qui n'ont pas eu la possibilité de soutenir avant la période de confinement de ne pas se retrouver pas dans l'obligation de constituer un nouveau dossier.

A M. LEGRAND qui fait part de ses interrogations sur la période d'autorisations d'inscription restreinte de mars à septembre 2019, M. DIMARCQ explique que les personnes autorisées à s'inscrire au cours de cette période devaient soutenir entre mars et mai 2020 et n'ont pu le faire. A partir du 11 mai, les candidats auront la possibilité réglementaire et technique de choisir entre une soutenance intégrale en présentiel (avec des mesures sanitaires adaptées incluant la présence de moins de 10 personnes dans une salle) ou en distanciel.

La modification du délai de soutenance des HDR, porté à 18 mois, est approuvée avec 1 abstention et 72 voix pour.

II.- Formation

I.-2- Modifications de l'offre de formation pour la rentrée 2021

M. AZOULAY rappelle que l'établissement va entrer dans sa troisième année du contrat quinquennal concernant le déploiement de son offre de formation à la rentrée prochaine. Compte tenu de l'ouverture progressive des formations année par année, Il convient donc de valider les maquettes de L3 ainsi que des modifications sur les maquettes des autres années ayant déjà fait l'objet d'une validation, et pour lesquelles des adaptations sont apparues nécessaires en cours de fonctionnement.

Il rappelle que les maquettes présentées ont préalablement donné lieu à des discussions et à des votes dans les conseils des composantes et précise que, s'agissant de maquettes déjà existantes et non de création ex nihilo, il n'est pas demandé d'examen par des rapporteurs du CAC. La DEF a, pour sa part, vérifié la conformité du point de vue du cadrage administratif afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre des maquettes. La vérification de la pertinence des UE positionnées relève quant à elle de la compétence des composantes. Une liste de maquette à valider a été arrêtée 8 jours avant le CAC de manière à ce que les conseillers puissent en prendre connaissance. Un certain nombre de maquettes arrivées après la date limite de dépôt ou ayant fait l'objet de remarques de la DEF ne seront donc pas validées ce jour. Il répond, à la demande de M. RASSE, que les maquettes restantes ainsi que les Modalités de Contrôle des Connaissances seront donc examinées aux prochains CAC (juin pour les maquettes et juin et juillet pour les MCC). Mme HERITIER s'interroge sur la communication de dispositions relatives aux compétences transversales qui ont été prises lors d'une réunion ayant eu lieu juste avant la fermeture de l'établissement. M. AZOULAY répond qu'une communication a bien été faite à l'ensemble des composantes : il explique qu'à chaque semestre le module de CT est composé de Langue Vivante Etrangère assorti d'une autre compétence. Pour les niveaux L1 et L2, les programmes sont arrêtés, communs à l'ensemble des formations et assurés en central de manière dématérialisée. Concernant le L3 beaucoup de formations avaient déjà intégré à leur maquette initiale des enseignements qui relèvent des CT. Il a donc été proposé aux formations qui le souhaitent, compte tenu des spécificités rencontrées en L3, de pouvoir s'affranchir du programme commun et développer leur propre programme. Les intitulés des compétences seront cependant

conservés (Préprofessionnalisation, Compétences Informationnelles, Ecrites ou Numériques) mais pourront concernés des cours propres à une formation, à l'exception de la compétence LVE.

Concernant les CT en L1 et L2, M. LEGRAND fait part d'un problème discuté au sein des 3 EUR de Sciences et Ingénierie qui souhaitent une compensation avec une note seuil entre la compétence LVE et les autres compétences.

M. AZOULAY répond que dans le cadre de la modification des MCC liée à la période d'urgence sanitaire, une note seuil de compensation à 8 a été introduite pour le semestre 2, la réflexion va donc devoir se poursuivre pour la prochaine rentrée et sera abordé en CAC lors de la validation des MCC 2020-2021.

M. LEGRAND fait ensuite part d'inquiétudes sur la transmission des MCC de Sciences où il semblerait qu'il y ait eu une confusion dans l'affichage entre les MCC 2020-2021 et des MCC Covid. M. CREMOUX indique que les fichiers doivent être déposés dans deux dossiers bien distincts et que la DEF a en charge de vérifier la conformité au cadrage mais qu'elle ne prononce pas sur le fond et qu'elle n'est donc pas en mesure de déterminer si les fichiers déposés relèvent bien de la période Covid ou bien s'il y a eu une erreur d'orientation et si elles devaient concerner l'année 2020-2021. Il ajoute que les rectifications demandées par M. LEGRAND seront apportées dès que possible.

M. AZOULAY précise qu'en ce qui concerne la validation des MCC 2020-2021, le délai initialement prévu pourra être prolongé car les MCC doivent être validées, selon la réglementation nationale, au plus tard dans le mois qui suit le début des enseignements, alors que la validation des maquettes nécessite une validation plus précoce compte tenu du travail de modélisation qui restera ensuite à opérer.

M. AZOULAY répond à Mme FEDELE qui s'interroge quant à la soutenabilité des formations que des efforts avaient été demandés lors de la construction de l'offre de formation, ainsi une diminution du nombre d'heures a pu être observée dans de nombreuses composantes. Les modifications demandées doivent quant à elles être effectuées à volume horaire constant, si une augmentation de la charge est constatée, elle devra être argumentée, ainsi, par exemple, un parcours du Master de Psychologie a pu voir son nombre d'heures augmenté car il avait été constaté un décalage important par rapport aux autres parcours. M. RASSE fait part de ses interrogations sur le parcours du master Info-Com ICCD pour lequel il était également constaté un nombre d'heures moindre par rapport aux autres parcours et dont le responsable s'est vu refusé le complément d'heures demandé pour procéder à un rééquilibrage. M. AZOULAY propose que cette demande soit réexaminée.

Les modifications de maquettes présentées sont approuvées avec 7 abstentions, 63 voix pour et 3 voix contre.

I.-3- Modifications de tarifs (compléments)

M. AZOULAY rappelle que les tarifs des DE et DU ainsi que ceux de reprises d'études, avaient été votés le 10 mars et informe qu'un certain nombre de compléments ont été transmis depuis cette date.

I.-3.1- Tarifs DE et DU

M. AZOULAY présente les compléments demandés par l'EUR LEX, l'EUR Healthy, l'UFR Médecine et le service de Formation Continue (pour le DU Décapro) (cf documents joints)

Aux interrogations de Mme HERITIER sur le public concerné par le « tarif réduit particulier » du DU DECAPRO, M. AZOULAY répond qu'il s'agit des étudiants hors UCA inscrits dans un Diplôme National les 2 années précédentes. Un tarif inférieur sera dorénavant pratiqué pour ce type de public qui, par le passé, devait s'acquitter du tarif plein. M. LASSERRE ajoute que ce tarif concernait pour l'année en cours 36 dossiers sur 51 et que, compte tenu de ces effectifs, l'ajustement de tarif correspond donc bien à un besoin réel.

Concernant les tarifs de l'EUR Healthy, M. CREMOUX explique en réponse aux interrogations de M. LEGRAND que seul le tarif surligné en jaune du DU « Référent Handicap » a été modifié, les tarifs surlignés en rouge correspondent à des tarifs déjà validés en mars, et que le public visé par le « tarif réduit particulier » est constitué de personnels des collectivités et des institutions.

Les tarifs des DU et DE sont approuvés avec 5 abstentions, 58 voix pour et 10 voix contre.

I.-3.2- Tarifs reprise d'études

M. CASSAM-CHENAÏ rappelle que lors de la séance du 10 mars, Mme HERITIER avait demandé un certain nombre de compléments d'information que M. LASSERRE devait fournir au CAC et fait part de ses interrogations sur les retours qui étaient attendus. M. AZOULAY confirme que la demande a bien été prise en compte mais que compte tenu des

conditions de travail actuelles et des effectifs réduits, il n'a pas été possible à la Direction de la Formation Continue de produire les documents demandés pour la séance d'aujourd'hui.

M. AZOULAY fait part d'une étude menée par la Direction de la Formation Continue (cf document joint) et donne la parole à M. LASSERRE afin qu'il en fasse la présentation.

M. LASSERRE indique que l'objectif est, à terme, que l'ensemble des différents tarifs puisse être détaillé avec le même soin. Il explique que les éléments qui existaient précédemment dans le cadre d'UNS ont été transférés à UCA avec un certain nombre d'adaptations lié à l'application de la loi du 5 septembre 2018 notamment pour les tarifs modulaires. Dans le cadre de la politique régionale de formation en direction des demandeurs d'emploi relevant de la subvention Région, il est indiqué que cette subvention est de l'ordre de 420 000 € et que ce montant va croissant au fil des ans. L'accompagnement des demandeurs d'emploi représente donc une part importante des dossiers ensuite ventilés dans l'ensemble des composantes.

A la demande de M. LEGRAND, M. AZOULAY précise que le vote sur les tarifs concerne à la fois les diplômes nationaux et les masters of sciences.

Les tarifs de reprises d'études sont approuvés avec 13 abstentions, 49 voix pour et 11 voix contre

I.-3.3- Tarifs VAE

M. LASSERRE met l'accent sur ce point ainsi que sur la Validation d'études supérieure (VES) qui vont être concernés par la mise en œuvre de la loi du 5 septembre 2018 et pour lesquels des décrets et règlements restent encore en attente. Si le tarif des VES demeure inchangé à 450 €, pour la VAE en revanche une étude approfondie a été menée (cf rapport joint) et met clairement en évidence, compte tenu des frais engagés à l'heure actuelle, un déficit dans la gestion de ce type de dossiers. L'étude présente d'une part des frais directement supportés par le service FC et d'autre part des frais globaux prenant en compte la totalité des coûts liés à cette activité supportés par l'Université. Le déséquilibre constaté appelle à trouver des solutions pour tenter de rééquilibrer la situation. Compte tenu qu'il n'apparaît pas possible de jouer sur les charges, et notamment de diminuer les frais de personnel dans un contexte qui prévoit un accroissement à venir de l'activité, il conviendra donc d'agir sur les produits. Ainsi il est proposé un ensemble d'actions de communication marketing visant à faire accroître la demande et une révision des prix de vente. La tarification pratiquée à l'heure actuelle est de 450 € de droits spécifiques auxquels s'ajoutent les droits nationaux reversés à l'Etat et des frais d'accompagnement qui concernent près de 200 dossiers/an. Il précise que l'essentiel des dossiers traité concerne des diplômes de Master.

M. LASSERRE précise que sont jointes au rapport les annexes suivantes :

- annexe 1 : tableau de calcul des charges, produits et seuils de rentabilité
- annexe 2 : méthodes de calcul des prix selon les universités (en particulier des établissements IDEX analogues à UCA)
- annexe 3 : relevé d'une étude intermédiaire menée il y a 2 ans.
- annexe 4 : recueil des tarifs pratiqués par les autres universités (IDEX, non IDEX et structures privées).

Il apparaît globalement que les tarifs d'UCA sont en moyenne très inférieurs de ceux pratiqués dans les autres établissements IDEX. En termes d'heures d'accompagnement la moyenne de ces autres établissements est analogue à celle qui ont cours à UCA. Par rapport aux universités non IDEX les écarts constatés sont également en moyenne défavorables à notre établissement bien que moindres que dans le cas précédent.

Les propositions tarifaires consistent donc à faire passer le taux horaire d'accompagnement de 53,33 € à 90,00 € soit une augmentation substantielle de 68,76% mais qui au niveau du total facturable représente une augmentation de moins de 40% qui permettrait un rattrapage et positionnerait les tarifs d'UCA sur la partie haute des universités non IDEX mais encore en dessous des Universités IDEX. Un positionnement sur les tarifs des autres universités IDEX induirait un taux d'augmentation encore plus fort qui pourrait s'avérer dissuasif et ne pas être compris par nos interlocuteurs. Il est donc proposé de porter le tarif d'accompagnement pour les licences, masters et diplômes d'ingénieur à 1350 € qui paraît être un bon compromis entre les tarifs pratiqués par ailleurs et des tarifs acceptables par les usagers dont M. LASSERRE rappelle que la plupart d'entre eux voient leurs frais de dossier VAE pris en charge dans le cadre de diverses conventions.

Il conclut que si la proposition est adoptée, à structure de coût et nombre de dossiers identiques, ce positionnement tarifaire permettrait de dégager une marge légèrement bénéficiaire de 18% au niveau des frais supportés par le service FC, mais compte tenu de l'instabilité du marché (en particulier en cette période de crise sanitaire) cette marge risque rapidement de ne pas être atteinte. Il souligne qu'un tarif de cet ordre ne sera cependant toujours pas suffisant à compenser ce que coûte la VAE à l'ensemble de l'université.

M. AZOULAY remercie M. LASSERRE pour cette étude très détaillée.

Mme PERALDI fait part d'interrogations concernant l'accompagnement à la VAE, elle témoigne de son expérience personnelle et observe une manière très différente de rétribuer les membres des jurys par rapport aux tarifs pratiqués par d'autres universités telles qu'AMU et souhaiterait savoir quel est le calcul opéré pour prendre en compte le travail effectué par les membres des jurys. M. LASSERRE répond que son étude concernait les prix de vente et non les coûts de revient. Il précise cependant que le défraiement à hauteur de 40 € correspond à la participation d'une personne à un jury auxquels peut s'ajouter 40 € pour la rédaction d'un rapport préliminaire. Compte tenu du nombre de membres du jury le coût est donc au minimum de 240 € et les 210 € restant (sur 450€) ne pourront couvrir qu'une petite partie de ce que coûte l'administration de la VAE. Il confirme, aux vues de son expérience passée en tant que responsable de VAE à l'IUT, qu'une réflexion sur les coûts de revient de la VAE reste à mener. Il rappelle que la tenue des jurys de VAE fait partie des obligations légales des universités et que les frais de jury en tant que tels, affichés par certains établissements, ne constituent pas une pratique normale.

Mme PERALDI constate une vision partielle des choses et regrette que l'état des lieux des charges et du coût de la VAE n'ait pas pris en compte l'investissement des enseignants-chercheurs et que seul le coût de la gestion administrative ait été mis en avant. Elle considère que la VAE est un service rendu par l'Université, dans le cadre de sa mission de service public, à des personnes qui souhaitent une reconversion, elle s'interroge sur un manque de diversité des tarifs proposés et regrette une étude d'un point de vue purement comptable qui occulte d'autres éléments importants. M. LASSERRE rappelle que dans la plupart des cas les frais ne sont pas à la charge des usagers ou des entreprises mais des OPCO (Opérateurs de compétences) ou de Pôle Emploi. Un grand nombre de dossiers de VAE bénéficie par ailleurs de la convention Région qui permet d'effectuer des accompagnements. Concernant la rémunération juste que devrait recevoir un membre de jury pour l'étude des dossiers, il convient que ces montants pourraient être augmentés pour les enseignants compte tenu de leur implication, mais que dans ce cas une augmentation du coût de revient interviendrait. Une étude sur les coûts de revient sera donc à mener à la suite de la présente étude relative aux prix de vente. M. LASSERRE rappelle le contexte de concurrence et la nécessité d'un tarif pas trop éloigné de celui pratiqué par les autres établissements, un tarif trop bas pouvant aussi être perçu comme le gage d'une offre de moindre qualité. M. CRISTOFARI remercie M. LASSERRE pour cette analyse poussée mais partage une partie des réticences de Mme PERALDI sur une approche purement comptable de la VAE. Il remarque qu'il existe quand même une petite partie des usagers qui financent sur leurs fonds personnels et souhaiterait avoir des informations sur ce type de situations. M. LASSERRE répond que les financements personnels concernent des profils d'individus dont les niveaux de revenu ne justifient pas le recours aux dispositifs financiers usuels. Pour la majorité des personnes dont ces tarifs représentent une somme élevée compte tenu de leurs revenus, les conseillères en charge de la VAE trouvent, en règle générale, un moyen de prise en charge. La VAE est privilégiée par Pôle Emploi et le développement futur de la VAE de Blocs de compétences qui se distinguera de la VAE actuelle (de diplôme complet) permettra aux financeurs collectifs de réaliser une économie, car le nombre d'actions de formation facturées à effectuer s'en trouvera diminué.

A la demande de M. ROSSO sur le nombre de dossiers annuels traités, M. LASSERRE indique qu'il est de 123 pour l'année considérée et qu'il se décompose en 47 dossiers de licence, 73 de master, 2 de diplômes d'ingénieur et 1 de doctorat.

M. LECOUTEUX souhaiterait savoir si une enquête de satisfaction a été réalisée auprès des usagers. M. LASSERRE répond qu'une étude de marché complète incluant cette dimension aurait nécessité un report de plusieurs mois de la présentation de ce rapport et n'aurait pas permis de procéder dès aujourd'hui à l'ajustement tarifaire qui relève d'une urgence certaine. M. AZOULAY ajoute que ce point pourra être étudié par la suite et permettra d'évaluer l'impact des modifications proposées si elles sont votées.

Mme HERITIER indique que l'augmentation de tarif ne lui pose pas de problème en soi mais elle s'interroge sur la qualité du service proposé et pense qu'il serait effectivement important de savoir si les usagers sont satisfaits et souhaiterait connaître le nombre de candidats qui valide intégralement un diplôme de VAE. M. LASSERRE indique que selon la dernière enquête envoyée au ministère il y a eu 117 soutenances de VAE, 14 dossiers ont été refusés, 21 concernaient une VAE partielle et 82 une VAE complète. Il précise que tous les accompagnements effectués au cours d'une année ne se traduisent pas par une soutenance la même année. Mme HERITIER s'interroge sur le fait que près de 10% des personnes accompagnées ne parviennent pas à valider leur VAE. M. LASSERRE répond que l'accompagnement est un point délicat et que la personne accompagnée dispose librement de l'accompagnement qui lui est proposé et malgré cet accompagnement il n'est pas rare que des candidats soutiennent des dossiers présentés selon leur propre conception. Concernant les enquêtes de satisfaction, il répond que la politique Qualité du service de Formation Continue est en train de se mettre en place et que la notion d'enquête systématique sera intégrée à la mise en œuvre de cette politique. Des remontées régulières d'informations se font pour l'instant par le biais des membres

des jurys qui peuvent faire part de leurs appréciations des dossiers. Il ajoute que le principe d'enquête de satisfaction devra non seulement être appliqué à la VAE mais à toutes les formations et notamment à l'ensemble de la Formation Continue.

M. AZOULAY s'engage à ce que soit mis en place un système de suivi systématique par le biais d'enquêtes automatiques pour la VAE comme cela existe pour l'ensemble des diplômes, les résultats de cette enquête pourront être présentés lors des prochains votes qui concerneront les tarifs. M. LASSERRE précise qu'il faudrait cibler dans les enquêtes de satisfaction les différents publics (FI, FC etc...) de manière à extraire plus facilement les résultats. Aux interrogations de M. RASSE concernant la distinction entre la VAE et la VAP, M. LASSERRE précise que la vocation de la VAP (Validation d'Acquis Professionnels) est de permettre à une personne d'intégrer un diplôme de niveau supérieur alors qu'elle ne détient pas celui du niveau inférieur.

Les tarifs de VAE sont approuvés avec 19 abstentions, 38 voix pour et 16 voix contre.

I.-4- Attribution de bourses de Master relevant de l'EUR Spectrum

M. AZOULAY donne la parole à M. ARGENTINA Directeur de l'EUR Spectrum afin qu'il présente ce dispositif déjà validé l'an dernier et que l'EUR propose de reconduire.

M. ARGENTINA explique qu'il s'agit d'un dispositif inspiré par celui mis en place par le laboratoire de Mathématiques il y a quelques années et dont l'objectif est de permettre à des étudiants qui rencontrent des difficultés financières de venir étudier dans le cadre des disciplines scientifiques de l'EUR Spectrum par l'octroi d'une bourse de 10 000 € annuels. Un appel à candidature est lancé au printemps et les dossiers transmis seront étudiés par le Copil de l'EUR.

M. BURGER s'interroge sur la période limitée de 4 à 5 mois proposée pour les bourses de M2. M. ARGENTINA répond que pendant l'année de M2 les étudiants suivent des stages pour lesquels ils perçoivent souvent une gratification, la bourse est donc proposée pour la période hors stage et tient compte de la durée des stages pratiquée dans les formations de l'EUR. Concernant le financement sur les périodes de stage, M. AZOULAY précise qu'il peut être effectué à partir d'autres dispositifs.

M. CREMOUX indique que la version mise au vote est celle privilégiée par l'EUR qui, afin de permettre davantage de flexibilité, fait apparaître des périodes de bourses de 4 à 5 mois sans définir les mois qui pourront être concernés.

Le dispositif relatif à l'attribution de bourses de Master relevant de l'EUR Spectrum est approuvé à l'unanimité avec 73 voix.

I.-5- Calendrier Pédagogique 2020-2021

M. AZOULAY informe qu'afin de permettre davantage de souplesse, le calendrier Master a été distingué du calendrier Licence compte tenu des spécificités propres à ce type de formations. Le calendrier présenté cette année positionne certaines périodes fondamentales telles que les périodes « enjeu », d'examens, de jurys, de pauses pédagogiques et cette proposition générique de calendrier sera voté par le CAC puis transmis aux composantes afin que chacune détermine ensuite son calendrier propre sur la base de cette trame. Il précise qu'il a été recherché une certaine harmonie pour les périodes de jurys et d'examens ainsi qu'un équilibre entre le nombre de semaines par semestre. Les périodes d'examens positionnées correspondent à des durées maximales ainsi les composantes qui le souhaitent, pourront faire le choix d'une période plus courte.

Pour les semestres pairs en licence comme en master, des dates limites de jurys ont été positionnées plutôt que des périodes de délibérations afin de permettre une plus grande souplesse.

M. AZOULAY informe ensuite des spécificités du calendrier master pour lequel la nouveauté essentielle a consisté à poser une semaine banalisée en janvier afin de permettre à toutes les EUR d'organiser des « Ecoles d'hiver » qui seront des périodes de séminaires ou de cours très généralistes pouvant intéresser l'ensemble de l'établissement afin de favoriser des échanges et des partages d'étudiants entre les EUR.

Une autre spécificité réside dans la demande de réserver le jeudi matin aux UE mineures, afin que ces UE, qui pourront être partagées entre EUR, soient toutes placées sur un même créneau. Des dates limite de remise des notes des UE mineures partagées ont également été fixées pour éviter qu'une composante ait à attendre trop longtemps les retours de notes d'une autre composante.

Aux interrogations de Mme PUEL sur le calendrier des examens relatif à la précarité numérique des étudiants, M. AZOULAY explique que le point présentement proposé au vote concerne l'année 2020-2021, le calendrier relatif aux

examens pour les étudiants en situation de précarité numérique pour cette année n'est pas encore arrêté à ce jour mais le sera très prochainement en fonction du nombre d'étudiants concerné et des possibilités de réouverture des amphithéâtres et d'accueil des étudiants en présentiel, le but étant que ces examens se tiennent avant l'été, dans de bonnes conditions sanitaires. Mme PUEL demande dans l'hypothèse où cette organisation ne serait pas possible avant l'été si des créneaux pourront être trouvés plus tardivement. M. AZOULAY répond que la dernière semaine d'août ou la première de septembre pourrait dans ce cas être retenue mais espère vivement que cette solution n'aura pas à être envisagée.

M. AZOULAY précise, suite à l'intervention de M. ESPALLARGAS, que les dates définitives pour des journées ou demi-journées banalisées concernant les événements festifs tels que la JAE et le Face'tival n'ont pas été transmises pour la séance de ce jour et seront donc validées lors d'un prochain CAC.

A la demande de Mme AYERBE qui s'étonne de l'absence d'indication concernant les périodes d'examens des S3 et S4 du niveau Master, M. AZOULAY indique que compte tenu des spécificités des M2 liées au stage il n'y a pas de contrainte concernant les périodes d'examens de cette année-là pour laquelle seule la date limite de jury a été positionnée.

A M. PELLEGRINETTI qui s'interroge sur la date de pré-rentrée affichée à la mi-août, M. AZOULAY précise qu'il s'agit là du début des pré-rentrées et que c'est la date la plus précoce à laquelle certaines composantes ont demandé de pouvoir faire leur pré-rentrée mais qu'il n'y a aucun problème à les prévoir fin août ou début septembre.

Mme GUIZOUARN s'interroge sur l'urgence à voter ce calendrier compte tenu des incertitudes liées à la situation sanitaire qui persistent à ce jour. M. AZOULAY répond qu'il est urgent pour les composantes d'avoir ce calendrier pour prévoir leur organisation ainsi que pour le service de Formation Continue qui doit fixer un planning concernant le montage de dossier auprès des financeurs. M. CREMOUX rappelle que par le passé, il a été reproché à la CFVU de voter les calendriers trop tardivement alors que les composantes avaient besoin du cadrage pour mettre en place leur propre calendrier, c'est donc pour tenir compte de cette demande que le calendrier est mis au vote aujourd'hui. M. AZOULAY précise à la demande de Mme GUIZOUARN, qu'il ne serait pas souhaitable que des modifications soient apportées ultérieurement, mais que compte tenu de la situation actuelle, il ne peut exclure définitivement cette hypothèse.

Le calendrier pédagogique 2020-2021 est approuvé à l'unanimité avec 73 voix.

I.-6- Modification de la grille d'évaluation de la transformation numérique des enseignements

M. AZOULAY donne la parole à Mme MIRBEL responsable du projet L@UCA.

Elle rappelle qu'un travail a été initié depuis un an et demi par le CAP (Centre d'Accompagnement Pédagogique) et le projet L@UCA autour de cette grille dont l'objet est de valoriser le travail des enseignants de l'établissement qui se lancent dans le développement d'activités en ligne essentiellement à l'aide de la plateforme Moodle pour réaliser des enseignements hybrides ou des enseignements complets à distance. La grille est basée sur les UE et recouvre plusieurs dimensions telle que par exemple l'évaluation des étudiants. En fonction des activités mises en œuvre, plusieurs niveaux peuvent être validés sur chaque dimension et lorsque le niveau pertinent est atteint la grille de transformation numérique peut être validée et l'enseignant-chercheur se verra attribuer une prime correspondant à 54 HETD pour une UE de 6 ECTS. Cette proposition avait été validée par la CFVU du 22 novembre 2018. Un suivi des enseignants dans ce processus de transformation a ensuite été mis en place, il a été construit sur la base d'un appel à manifestations d'intérêt biannuel par le biais duquel les enseignants ont pu se faire connaître et exposer le niveau de transformation numérique qu'ils avaient atteint et leurs objectifs. Un certain nombre d'outils a pu leur être donné afin de les aider à réussir leur transformation pour une validation (en décembre pour ceux qui ont répondu en septembre) qui a permis le versement de la prime. Lorsque l'enseignant n'a pas réussi à valider la grille sur la période donnée, il lui est possible de poursuivre sur la période suivante. Le processus mis en place a permis d'identifier les enseignants qui souhaitent être suivis par les ingénieurs pédagogiques (de L@UCA pour les licences ou du CAP dans les autres cas) et les périodes auxquelles il devra être procédé aux validations. Une vingtaine d'enseignants se sont donc manifestés et ont été suivis au cours de deux vagues. Suite à l'accompagnement dispensé, il est souhaité une modification de la grille qui avait été proposée a priori. Les points demandés concernent l'incitation à la diversification des activités pédagogiques proposées aux étudiants, un choix plus large laissé aux enseignants dans les modalités d'accompagnement et de suivi des étudiants, la prise en compte de l'éventualité que le syllabus ne soit pas déployé sur tous les cours Moodle et enfin la modification du mode de calcul de la prime associée au travail de transformation numérique. Sur ce dernier point, Mme MIRBEL précise qu'à l'origine la grille était proposée associée à 6 crédits ECTS pour des UE, or il est constaté que

les enseignants concernés ont souvent travaillé sur des ECUE, tous les enseignants d'une UE n'étant pas forcément disponibles pendant la même période pour transformer leur UE, or les ECUE ne portent pas d'ECTS. Il est donc proposé de positionner des primes pour une ECUE sans lien au nombre d'ECTS. L'utilisation de la même règle de calcul que celle votée en CFVU le 22 novembre 2018 pour le syllabus, à savoir un prorata au 2/3 du nombre d'heures eq. TD associées à une UE, est donc proposée. Mme MIRBEL souligne qu'une division de la prime à l'UE par le nombre d'ECUE ne saurait être satisfaisante compte tenu d'un travail spécifique à réaliser de manière différente pour chaque ECUE. La règle proposait 3 niveaux de valorisation :

- 6h, 12h ou 18h selon le niveau débutant, intermédiaire, avancé, pour un syllabus décrivant une UE
- 4h, 8h ou 12h selon le niveau débutant, intermédiaire, avancé, pour un syllabus décrivant une ECUE

M. AZOULAY rappelle que la construction de la grille validée par la CFVU avait été effectuée en amont par un groupe de travail qui avait associé les composantes, le CAP et L@UCA et avait fait l'objet de plusieurs discussions en CFVU. Il indique que les ajustements proposés au terme d'une année de fonctionnement s'inscrivent dans la logique du processus.

M. LEGRAND souligne l'importance que va revêtir la transformation numérique dans la période de crise actuelle et souhaiterait savoir si les enseignants peuvent demander un accompagnement à n'importe quel moment de l'élaboration de leur projet ou s'ils sont tenus de s'inscrire uniquement dans le cadre des appels de janvier et septembre. Mme MIRBEL rappelle que L@UCA est un projet qui a pour objet d'insuffler et d'accompagner le changement dans le périmètre des licences générales et qu'il n'est pas un service qui a vocation à se pérenniser même si la durée prévue du projet est de 10 ans. Sur le volet numérique, L@UCA propose un accompagnement dans l'hybridation, ses ressources, tout comme celles du CAP, sont toutefois limitées et le suivi personnalisé des 800 enseignants qui contribuent aux licences générales se révélant impossible, il est proposé des cours via Moodle pouvant intégrer différentes vagues d'enseignants qui travailleront en même temps. L'idée est de créer ainsi une communauté qui puisse permettre une entraide entre les enseignants qui pourront avancer dans leur projet de transformation numérique. Un travail par discipline est également envisagé car certains portails sont plus avancés dans le processus grâce à l'existence de projets déjà développés par le passé. Mme MIRBEL invite les enseignants intéressés à revenir vers elle ou vers Mme DE CIAN responsable de l'axe pédagogique du projet.

M. LEGRAND souligne que dans le cadre de la mise en place prochaine des options de PASS, les enseignants vont être appelés à proposer des UE essentiellement en distanciel afin qu'elles puissent être compatibles avec les emplois du temps des étudiants. Mme MIRBEL confirme qu'un travail est envisagé sur ce volet, les ingénieurs pédagogiques qui devaient être embauchés dans ce cadre n'ont pu l'être pour l'instant en raison de la situation sanitaire. Dans le cadre du projet L@UCA il est envisagé de suivre en priorité les enseignants qui proposent une UE apparaissant dans le parcours PASS du premier semestre. Pour le second semestre, il est espéré que les ingénieurs pédagogiques puissent être embauchés et qu'un travail intensif puisse se mettre en place dès septembre. Concernant le premier semestre, des contacts ont déjà été pris avec les enseignants de Sciences, Eco-gestion et Droit.

M. AZOULAY précise que pour le projet PASS un financement spécifique a été demandé au Ministère qui a permis d'obtenir la possibilité de recruter 5 ingénieurs pédagogiques ainsi qu'un volume d'heures destiné à rémunérer en heures complémentaires, les enseignants qui seront amenés à effectuer une transformation de leurs enseignements en distanciel. Il précise que les ingénieurs pédagogiques seront recrutés pour une année et qu'ils pourraient, dans la mesure du possible, être mis à contribution pour l'accompagnement d'autres projets.

M. BURGER souligne que pour un enseignant, s'investir dans la transformation numérique est très chronophage, il fait part de son expérience actuelle sur la mise en place d'un examen à distance et souhaiterait savoir comment avoir des retours de spécialistes qui pourraient valider le travail effectué afin de se prémunir contre d'éventuels recours le jour de l'examen. M. AZOULAY répond que cette vérification a été faite à la demande de certains enseignants et qu'il convient d'en faire la demande. Mme MIRBEL ajoute cependant, que compte tenu du risque d'afflux de demandes dans la période actuelle, il sera difficile de répondre à tout le monde et qu'il convient donc de mener un travail en amont en anticipant dès les mois de septembre/octobre pour le semestre impair de l'année prochaine et ne pas attendre d'être dans la période de 3 semaines avant les évaluations pour construire les tests et les faire valider.

M. AZOULAY ajoute que dans la situation actuelle exceptionnelle, des priorisations ont dû être effectuées et les tests concernant les très grosses promotions de L1 et L2 sont par exemple vérifiés prioritairement.

M. ESPALLARGAS s'interroge sur les objectifs poursuivis et souhaite savoir si le développement de la transformation numérique aura pour corolaire la diminution du volume d'heures en présentiel dans les maquettes ou si elle pourra être une alternative au chevauchement de cours. Mme MIRBEL rappelle que l'objectif du projet est d'améliorer la réussite des étudiants en les accompagnant mieux dans leurs apprentissages par une autonomie accrue, un développement des interactions avec les enseignants et un enrichissement du spectre des activités proposées. Un

deuxième objectif consiste à permettre aux étudiants qui ne souhaitent pas faire un parcours classique de trouver une voie qui corresponde à leur demande.

M. CAILLER fait part de ses réserves concernant la transformation numérique d'une manière générale, hors du cadre de la situation exceptionnelle actuelle et souhaiterait qu'une discussion de fond sur les finalités de cette transformation numérique puisse se tenir. Il fait part de son expérience personnelle qui lui a permis de relever de nombreux cas de triche mis en évidence par le logiciel Compilatio. Il constate par ailleurs que certains outils numériques demandent des délais de computation assez longs et informe de difficultés pour saisir les notes via SNW. M. AZOULAY souligne le rôle des ingénieurs pédagogiques dans l'accompagnement des enseignants et précise d'autre part, qu'un certain nombre d'outils tels que SNW interfacés avec Apogée sont vieillissants et qu'ils vont être remplacés dans les deux ans qui viennent par de nouveaux outils qui offriront une ergonomie et un fonctionnement beaucoup plus moderne. Il ajoute que de gros efforts sont faits pour améliorer l'usage des outils existants tels que Moodle, l'achat de serveurs ayant par ailleurs permis d'en augmenter les capacités. La création d'un comité Moodle comprenant des représentants de l'ensemble des composantes a également permis de faire remonter les points d'amélioration à apporter.

La grille d'évaluation de la transformation numérique des enseignements modifiée est approuvée avec 10 abstentions, 61 voix pour et 2 voix contre.

III.- Questions diverses

- A la demande de M. RASSE qui souhaite savoir si le CAC aura à intervenir dans la discussion autour de la campagne de recrutement des postes d'ATER, M. DIMARCQ répond qu'une nouvelle procédure est en train de se mettre en place et qu'elle devrait être finalisée très rapidement.
- M. AZOULAY évoque enfin la validation des procès-verbaux du CAC. Il présente ses excuses pour les retards pris à ce niveau. Il demande aux conseillers s'ils ont des observations à formuler sur le PV du 10 mars mis en ligne, en l'absence de remarque le PV est validé. Le PV du 18 février sera quant à lui diffusé ultérieurement, les conseillers seront invités, en retour, à faire part de leur avis et si des points de contestation sont transmis il sera soumis au vote du prochain conseil et sera automatiquement validé dans le cas contraire.

M. AZOULAY lève la séance à 16H20

Pour le Président et par délégation,
le Vice Président Formation

